

Société | Écoles et confinement : le retour "se prépare" pour l'académie de Bordeaux



A 24 heures du début des vacances de printemps, beaucoup de questions se posent encore pour la réouverture progressive des écoles, le 11 mai prochain. Si les modalités de cette rentrée ne sont pas attendues avant la fin des consultations (de deux semaines) avec les syndicats enseignants, experts sanitaires et fédérations de parents d'élèves, l'académie de Bordeaux, comme les autres, attend les annonces gouvernementales, à la fois sanitaires et pédagogiques, pour prendre des mesures effectives. La rectrice d'académie, Agnès Bisagni-Faure, livre les premiers éléments de réponses avant un cadrage national lourd de conséquences.

Ce jeudi matin, la rectrice de l'académie, Agnès Bisagni-Faure, a effectué un bref retour sur les semaines passées et les mesures prises dans la cadre du confinement pour le premier et le seconde degré. Elle a ainsi dévoilé que, selon des comptes rendus réguliers, le CNED avait dénombré jusqu'à 6550 classes virtuelles dans la même journée, et, "au cours de la semaine, jamais moins de 4 à 5000 classes virtuelles par jour". À termes, ces classes virtuelles pourraient même être utiles pour l'après. "On est en train de se projeter pour nourrir les futures états généraux du numérique éducatif, qui se tiendront probablement en octobre dans notre région académique. Nous souhaitons être force de proposition avec des retours d'expérience sur ce socle numérique. Il y aura un temps important de réflexion pour nos plans académiques de formation. La classe inversée se faisait déjà mais tous les professeurs n'avaient pas été formés ou ne considéraient pas forcément que ça pourrait apporter quelque chose dans leur pratique. Cette immersion obligatoire a conduit certains professeurs, qui utilisaient les classes virtuelles modérément, à imaginer la possibilité de retenir cet outil pour alimenter les pratiques. Nous devons de toute façon en tirer les leçons pour la formation des enseignants, qu'elle soit continue ou initiale".

Effectifs et carte scolaire

Quid du retour en classes et des conditions sanitaires qui l'accompagneront ? Des cantines ? Des transports scolaires ? Pas beaucoup de réponses pour l'instant, mais la responsable assure que "c'est à l'étude". Pour ce qui est des personnels soignants de l'Éducation Nationale, la rectrice a indiqué que 120 infirmières scolaires de l'académie s'étaient portées volontaires pour aider le personnel hospitalier et que 24 étaient actuellement mobilisées en EHPAD, hôpitaux cliniques ou autres modes (ARS, pompiers) ainsi que trois médecins des

Pyrénées-Atlantiques, qui avaient rejoint les effectifs d'un centre de consultation avancé ou de la réserve sanitaire.

Même si le flou est encore très prononcé concernant la reprise de mai, l'académie de Bordeaux prépare déjà sa rentrée scolaire. Un Conseil Technique Spécial Départemental, réuni le 6 avril dernier, a rendu ses arbitrages concernant les ouvertures et fermetures de classes. En Gironde, pour la rentrée de septembre a ainsi été annoncée la création de 106 postes dans le premier degré et 65 dans le second. L'objectif, selon le rectorat, est aussi de faire baisser la moyenne des effectifs en maternelle (pour la Grande Section) et en primaire (CP/CE1), avec un objectif de 24 élèves par classes, étendu selon la rectrice. "On a pu accélérer notre tempo sur le plafonnement à 24 élèves des classes de grande section de maternelle. Sur notre académie, on sera 71% en Gironde de classes plafonnées, 80 à 100% dans d'autres départements". Le Snuipp, en revanche, s'interroge sur le fait que l'objectif de classes à 24 élèves ne soit pas généralisé partout et, plus globalement, de l'insuffisance de l'effort consenti. 32 fermetures de classes ont été actées ce mercredi, principalement en élémentaire mais aussi en maternelle. En Dordogne, quatre classes devraient fermer, mais avec une priorité commune partout : pas question de fermer des classes dans les écoles des communes de moins de 5000 habitants, sauf choix du maire.

Tous ne sont en revanche pas en accord avec ces modifications de la carte scolaire. À titre d'exemple en Nouvelle-Aquitaine, le président du Conseil départemental des Landes Xavier Fortenon le vice-président (landais) du Conseil Régional en charge des transports, Renaud Lagrave, ont annoncé qu'ils ne siègeraient pas au conseil départemental de l'éducation nationale de ce vendredi 17 avril, censé examiner la nouvelle carte scolaire. "Ce projet prévoit des fermetures de classes à la rentrée prochaine (onze suppressions, une ouverture et 123 enfants supplémentaires). Ce n'est pas acceptable et encore moins dans le contexte actuel. En conséquence, nous demandons le report sine die de l'examen de la carte scolaire dans les Landes et nous ne participerons à aucune discussion présente et future sur ce sujet". Si cet exemple n'est pas exhaustif, il est en tout cas singulier. Agnès Bisagni-Faure, de son côté, assure que "les élèves ne seront pas lésés dans le traitement de la difficulté scolaire en classe avec ce plafonnement des effectifs".

AESH et conditions de reprises

Si Jean-Michel Blanquer a récemment annoncé le nouveau dispositif "vacances apprenantes" (auquel s'oppose l'intersyndicale au niveau national dans une lettre adressée le 1er avril dernier au ministre), la responsable régionale a apporté quelques éléments sur le nombre de professeurs volontaires et les modalités de participation des élèves en difficulté dans le soutien scolaire organisé pendant les vacances. Le ministère a d'ailleurs précisé qu'entre 5 et 8% des élèves ne bénéficiaient pas de l'école à domicile. "Nous sommes en train de recenser les besoins et les volontaires pour ces stages. En Lot-et-Garonne, dans le premier degré, par exemple, 40 professeurs des écoles se sont portés volontaires pour 230 élèves et au moins 500 dans les Landes. Si on se projette avec des académies similaires comme Montpellier ou Toulouse, on peut tabler sur 7 à 8000 élèves concernés par ce soutien scolaire et entre 1000 et 2000 professeurs. Ce soutien pourra être individuel (par téléphone) ou collectif, essentiellement par groupes de cinq à dix même si la jauge dépendra de l'âge des enfants et de la façon qu'auront les établissements et les professeurs de s'organiser. Nous saurons nous adapter", a voulu rassurer la responsable, pour qui "la question sanitaire, notamment des tests et des masques, est sur la table", sans pouvoir préciser à quelle ampleur. La secrétaire générale du Snuipp-FSU (premier syndicat du primaire), Francette Popineau, avait qualifié de "tout sauf sérieux" la réouverture des écoles le 11 mai car "on nous dit que tous les lieux publics sont fermés, les cinémas, les salles de spectacle, mais pas les écoles, alors que l'on sait que c'est un lieu de haute transmission, de haute contamination, il y a un manque de précaution, ça paraît être en contradiction totale avec le reste".

Ça ne sera, en tout cas, "pas un retour ordinaire". Pas plus pour les professeurs des écoles que pour les AESH (Accompagnant(e)s d'Élèves en Situation de Handicap). Dans le Gard, un collectif d'AESH a par exemple exigé des moyens de protection et une "note de service" dédiée sur les mesures sanitaires à adopter pour ces accompagnants, dont la promiscuité est accrue selon le handicap des enfants dont ils s'occupent. "Les AESH ont été très mobilisés dans les Pôles Inclusifs d'Accompagnement Localisés, ils sont aussi venus en support des enseignants avec qui ils sont restés en contact, ont organisé des échanges téléphoniques avec les familles. Les vacances apprenantes vont se préparer en tenant compte du besoins des élèves handicapés. Quant au retour, je veux rassurer en disant que toutes les conditions d'exercice vont être prises en compte dans les mesures sanitaires, notamment la relation entre les élèves et l'AESH, comme peut actuellement l'être la relation d'un soignant avec un patient".

La même question se pose partout : la FNEC FP FO (enseignement, culture et formation professionnelle) a revendiqué ce mercredi la nécessité d'un dépistage généralisé des élèves et des personnels avant toute reprise. Les prochaines semaines devraient permettre d'y voir plus clair notamment celle du 4 au 8 mai qui, pour l'académie de Bordeaux aussi, sera une semaine de "réunions de préparation, en fonction des retours et du cadrage national". Ce vendredi, la rectrice doit notamment être en contact avec la région "pour évoquer la question de l'hygiène des locaux et les différents scénarii de reprise des cantines et des internats". Au niveau de l'enseignement de reprise, enfin, il permettra essentiellement de "vérifier les acquis. Il y aura une différenciation pédagogique à mettre en œuvre, mais le retour va contribuer au diagnostic". Un travail "personnalisé", donc, comme l'a promis le ministre de l'Éducation au micro de France 2. D'ici là, c'est l'inquiétude qui demeure, y compris en région.



Romain Bêteille

